

ERIC DAVID

***CURRICULUM  
VITAE***

Eric DAVID  
Professeur émérite de droit international



Président du Centre de droit international

---

**I. Informations générales :**

- 1.1. Nom, Prénom(s)  
DAVID, Eric (Henri)
- 1.2. Sexe  
Masculin
- 1.3. Pays, ville de naissance  
Belgique, Uccle
- 1.4. Nationalité  
Belge
- 1.5. Adresse complète du domicile légal  
rue de Percke, 122  
1080 Uccle
- 1.6. Adresse courrier  
Université Libre de Bruxelles  
Centre de droit international - ULB CP137  
Avenue F.D. Roosevelt 50  
1050 Bruxelles
- 1.7. Téléphone + fax + e-mail  
32 (0)2 6503400 / 32 (0)2 6503354 (fax) / 32 (0)486 651 430 (mobile)  
edavid@ulb.ac.be
- 1.8. Connaissance des langues :
  - active (langue(s) parlée(s)) : français (maternel), anglais.
  - passive : néerlandais

**II. Titres universitaires (2° et 3° cycles) + grades (par année) + institutions délivrantes + titre des travaux de fin de cycle.**

Dr. en droit – ULB 1966

Licencié spécial en droit international (Grande Distinction) – ULB 1968.

Licencié en science politique (Grande Distinction) – ULB 1974.

Mémoire de fin de second cycle: *Le terrorisme en droit international*

Agrégé de l'enseignement supérieur en droit des gens (thèse) – ULB 1976

**III. Carrière scientifique :**

3.1. Postes occupés :

- du 1<sup>er</sup> octobre 1968 au 30 septembre 1969 : stagiaire de recherche au Centre de droit international de l'Institut de Sociologie.
- du 1<sup>er</sup> octobre 1969 au 30 septembre 1972 : attaché de recherche au même Centre.
- du 1<sup>er</sup> octobre 1972 au 30 septembre 1978 : chargé de recherche au même Centre.
- du 1<sup>er</sup> octobre 1978 au 31 octobre 1989 : premier assistant de recherche au même Centre.

Type d'activité : de 1968 à 1976, préparation d'une thèse d'agrégation sur la condition juridique des mercenaires et des volontaires internationaux en droit des gens ; thèse soutenue en 1976 et publiée en 1978 (*infra*)

Activités de recherche diverses en droit international public ; contribution à la chronique de la pratique belge du droit international in *Rev. belge de droit international* et nombreuses publications (*infra*)

- Activités actuelles : Travail de mise à jour permanente de la dernière édition des ouvrages *Principes de droit des conflits armés*, *Éléments de droit pénal international et européen*, et des syllabus des cours de *Droit international public* et de *Droit des organisations internationales*

#### IV. Carrière d'enseignement :

##### 4.1. Enseignement universitaire :

###### A. A L'U.L.B.

- « Règlement des différends internationaux et droit des conflits armés » (Fac. de Droit, c. oblig. de la 2<sup>e</sup> licence spéciale en droit international, c. à option de la 3<sup>e</sup> licence en droit - 45 heures) (1973-1988); le cours s'est divisé depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1988 en deux cours : « Règlement des différends internationaux et exercices de contentieux judiciaire international » (45 h.) (1988 - 1997) et « Droit des conflits armés » (15 h. jusqu'en 2006 ; 36 h. depuis 2007) (1988 - ...).
- « Eléments de droit pénal international » (1<sup>e</sup> licence spéciale en droit international ; aujourd'hui, master complémentaire (MAC) en droit international en 2005; 2<sup>e</sup> licence en sciences criminelles) (30 h.) (1984 - 2009).
- « Droit des organisations internationales » (1<sup>e</sup> licence en droit, 1<sup>e</sup> licence en sciences politiques et relations internationales, 1<sup>e</sup> licence spéciale en droit international, aujourd'hui MAC en droit international) (30 h) (1985 - 2009).
- Assistant (1973-1995) à la Faculté de droit pour le cours de « Questions approfondies de droit international public » (prof. J. Salmon), 45 h., 3<sup>e</sup> licence en droit et 1<sup>e</sup> licence spéciale en droit international.
- Assistant à la section des Sciences politiques de la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques pour le Séminaire « Etude approfondie de questions de droit des gens » (Professeur Jean Salmon), 30 h., 1<sup>e</sup> licence en sciences politiques et relations internationales et 2<sup>e</sup> licence en théorie politique (1980-1992).
- Chargé d'enseignement pour le cours « Droits de l'homme, droit humanitaire et règlement pacifique des différends » (1983-1985) (Certificat interfacultaire en études de la paix, 15 h.).
- A donné de 1983 à 1988 le cours de « Droit des gens » dans le cadre de la 1<sup>e</sup> licence en droit à horaire décalé à l'U.L.B. (20 h).
- Promu depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1989 au titre de Chargé de Cours Associé temps plein à titre définitif.
- Suppléant pour les cours de Droit des gens (60 h), Droit international public approfondi (45 h) et Etude approfondie de questions de droit des gens (30 h) (Professeur Jean Salmon) pour l'année académique 1992/1993.
- Promu depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1993 au titre de « Professeur ordinaire ».
- « Droit des gens, y compris l'Organisation des Nations Unies », devenu « Droit international public, y compris l'Organisation des Nations Unies » (60 + 30 h.) (1996 - 2009).
- « Exercices de droit international public » (30 h., MAC en droit international) (1997 - 2009)
- Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2009-: « Professeur émérite »

- 2009 - 2014 : « Professeur de l'Université » pour le cours de « Droit des conflits armés »
- 2015 - ... : « Professeur invité » (aux côtés du titulaire, le Prof. V. Koutroulis) pour le cours de « Droit des conflits armés »

*B. A L'EXTERIEUR*

- « Droit international public » (45 h) à l'Université nationale du Rwanda à Butare, 1<sup>e</sup> licence en droit, 1<sup>er</sup> décembre - 20 décembre 1974.
- « Droit des gens », 1<sup>e</sup> licence en droit, 45 h., à la Faculté de droit de l'Université de Liège pour les années académiques 1976-1977 et 1978-1979.
- « La protection des civils dans les conflits armés » (6 h.), Strasbourg, session d'été de l'Institut international des droits de l'homme, 11 - 16 juillet 1977 ; « Introduction au droit international humanitaire : mise en oeuvre et contrôle (Problèmes choisis) » (5 h.), Strasbourg, session d'été de l'Institut international des droits de l'homme, 21 - 25 juillet 1980,.
- Assesseur aux examens d'accession à la fonction publique (grade de secrétaire d'administration) organisés par le Secrétariat permanent de recrutement à l'Etat pour la matière "Institutions internationales » dans les années 80 et 90.
- Enseignements dans le cadre des sessions d'été d'enseignement du droit international humanitaire organisés par le CICR et diverses sections nationales de la Croix-Rouge :
  - "International Humanitarian Law and Human Rights in Armed Conflicts" (3 h.), Varsovie, 9 août 1984, C.I.C.R. et Croix-Rouge polonaise.
  - « Les conflits armés non internationaux et le droit international humanitaire » (3 h), Avignon, 15-16 septembre 1988, C.I.C.R., Croix-Rouge française et Institut français de droit humanitaire et des droits de l'homme.
  - « Droits de l'homme et droit international humanitaire » (3 h.), Wégimont (Belgique), 14 septembre 1989, C.I.C.R. et Croix-Rouge de Belgique/
  - « Les prisonniers de guerre » (3 h.), Dijon, 2 septembre 1992 C.I.C.R. et Croix-Rouge française.
  - « Introduction au droit international humanitaire » (3 h.), Notwil (Suisse), 1<sup>er</sup> septembre 1994, C.I.C.R. et Croix-Rouge suisse.
  - "The Protection of Civilians/Conduct of Hostilities" (3 h.) et "The International Criminal Tribunals and International Humanitarian Law" (1 h.), Sergiev Posad (Russie), 23 août 1996, C.I.C.R. et la Croix-Rouge russe.
  - « Introduction au droit international humanitaire » (3 h.), Spa, 3 septembre 1996, C.I.C.R. et Croix-Rouge belge.
  - *Id.*, Notwil, 28 août 1997, C.I.C.R. et Croix-Rouge suisse.
  - *Id.*, Lyon, 7 sept. 1998, C.I.C.R. et Croix-Rouge française.
  - *Id.*, Namur, 8 sept. 1999, C.I.C.R. et Croix-Rouge belge.
  - *Id.*, Sion, 12 sept. 2000, C.I.C.R. et Croix-Rouge suisse.
  - *Id.*, Namur, La Marlagne, 10 sept. 2002, C.I.C.R. et Croix-Rouge belge.
  - *Id.*, Sion, 9 sept. 2003, C.I.C.R. et Croix-Rouge suisse.

## ERIC DAVID

- *Id.*, Modane, 21 sept. 2004, C.I.C.R. et Croix-Rouge française.
- *Id.*, Bruxelles, 13 sept. 2005, C.I.C.R. et Croix-Rouge belge.
- Cours d'introduction au droit international humanitaire à l'Institut Royal Supérieur de Défense (Bruxelles) dans le cadre de la formation des Conseillers en droit de la guerre depuis 1988.
- « Les effets juridiques des actes institutionnels » (5 h), 15<sup>e</sup> session de l'Institut de droit international public et des relations internationales, Thessalonique, 5-9 septembre 1988.
- Enseignement à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal d'un cours de « Droit des conflits armés », (39 h.), janvier-février 1991.
- Assesseur aux examens d'accession à la carrière diplomatique organisés par le Secrétariat permanent de recrutement à l'Etat pour la matière « Droit international public » de 1991 à 1995.
- Enseignements dans le cadre du Summer Institute in Transnational Law, de la Duke University School of Law (North Carolina) - U.L.B., Bruxelles, "International Criminal Law" (10 h.), juillet 1991 ; "Human Rights" (10 h.), juillet 1995.
- Enseignement à la Faculté de Droit et de Sciences politiques de Tunis, d'un cours sur « La mise en oeuvre du droit international humanitaire » (9 h.), mai 1993.
- Coordonnateur scientifique de la 2<sup>e</sup> session de cours organisée à Arusha (Tanzanie) sur le droit pénal international et le Tribunal pénal international pour le Rwanda par Avocats sans frontières et ELSA, 9-29 juin 1996; a donné des cours d'introduction au droit international public, au droit pénal international et aux incriminations internationales prévues par le statut du TPIR (crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide)
- Enseignements du « Droit des conflits armés », dans le cadre du DEA en droits de la personne et de la démocratie (30 h.), chaire UNESCO, Cotonou, Université nationale du Bénin, de 2000 à 2008 (17-22 avril 2000 ; 1<sup>er</sup>-5 avril 2001 ; 2 - 6 avril 2002 ; 7 – 11 avril 2003 ; 1<sup>er</sup> – 5 février 2005 ; 16 – 20 janv. 2006 ; 15 – 20 janv. 2007 ; 14 – 19 janv. 2008 ;
- Enseignements du « Droit pénal international » (4 h.) dans le cadre des session de cours de l'UNITAR, La Haye, 22-23 août 2001 ; *id.*, (10 h.), Yaoundé, 14-15 janvier 2002 ; *id.* (12 h.), La Haye, 15-17 juillet 2003 ; La Haye, 1<sup>er</sup> – 4 août 2005.
- « Actualités du droit pénal international » (11 h.), Chaire Francqui à titre belge aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, 7 février – 19 mars 2002 ;
- “Current Problems of International Humanitarian Law and International Criminal Law” (12 h.), Chaire Francqui à titre belge à la Faculteit Rechtsgeleerdheid de la Katholieke Universiteit Leuven, 22 avril – 23 mai 2003 ;
- Enseignements à l'Université de Genève : « droit pénal international » (14 h., janvier-février 2003, dans le cadre du cours du prof. Marc Henzelin, 3<sup>e</sup> cycle en droit international humanitaire organisé par l'IUHEI et la Faculté de droit de l'Université de Genève ; *id.*, 4 h., 9 janv. 2004) ; « Questions choisies de droit international humanitaire » (27 h., Académie de droit international humanitaire, février-mai 2009),
- Coordonnateur du cours sur la diplomatie préventive organisé à la demande du MAE

## ERIC DAVID

belge et du directeur de l'Institut Royal des Relations internationales pour les stagiaires diplomates, 2002-2003, 45 h. ; a donné dans ce cadre un cours sur « La diplomatie préventive, en tant qu'expression d'une obligation juridique » (2 h.), Bruxelles, 5 février 2003 ;

- Enseignements à l'Université de Paris-XI dans le cadre des cours du prof. Daniel Dormoy (Faculté de droit J. Monnet), mars 2004, mars 2005 ; enseignement depuis Bruxelles par vidéo-conférence du cours de « Droit des conflits armés », depuis 2005 ;
- Enseignements d'un cours de « Droit international humanitaire et droit pénal international », dans le cadre du DESS en droits de la personne et résolution des conflits (30 h.), chaire UNESCO, Bujumbura, Université nationale du Burundi (18-27 novembre 2004 ; 31 oct. – 7 nov. 2005 ; 16 - 25 novembre 2006 ; 3-11 mars 2008 ; 21-30 janvier 2009 ; 24 janvier-2 février 2010; 24 janvier-2 février 2011
- « La Cour pénale internationale » (6 h.), Académie de droit international, La Haye, 8-12 août 2005 ;
- Enseignements à la Faculté de droit de l'Université de Hanoi du « Droit pénal international » dans le cadre du master de 3<sup>e</sup> cycle en droit de la coopération économique (20 h.), (4-11 avril 2006 ; 6-10 déc. 2010)
- Enseignement à l'Université de Nice sur « La mise en œuvre du droit international humanitaire », master à l'Institut du droit de la paix et du développement, 5-9 février 2007 (5 h.).
- Enseignement à la Graduate School of International Cooperation Studies, de l'Université de Kobé :  
« International Institutional Law » (24 h.), , 1<sup>er</sup>-30 avril 2010.
- Enseignement d'un cours de « Problèmes choisis de droit des organisations internationales », dans le cadre des VI<sup>e</sup> cours d'hiver de droit international organisés par le Centro de Direito Internacional de Belo Horizonte à l'Université Fédérale du Minas Gerais (Brésil) (5 h.), 26-30 juillet 2010.
- Enseignement du droit pénal international à l'Institut des Hautes Etudes de Relations Internationales et Stratégiques (IHERIS), à Lomé (24h.) 2012-2018

**V. Publications et activités scientifiques :**

**5.1. Listes des publications**

*5.1.1. Ouvrages publiés à titre de seul auteur*

1°) *Livres*

*Mercenaires et volontaires internationaux en droit des gens*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1978, 459 p. (Prix Henri Rolin 1977).

*Principes de droit des conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, 1994, 792 p. (Prix de la paix 1994 décerné par la Fondation Auschwitz et le Centre de la Paix de la Ville d'Anvers et Prix Paul Reuter 1994 décerné par le Comité international de la Croix-Rouge) ; 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 1999, 860 p. ; traduit en russe, Moscou, CICR, 2000 ; 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 2002, 994 p. ; 4<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 2008, 1117 p. ; ; 5<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 2012, 1151 p. ; 6<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Bruylant, 2018, sous presse.

*Cas pratiques et corrigés d'examens en droit international (droit international public, droit des organisations internationales, droit pénal international et droit international humanitaire)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, 287 p.

*Éléments de droit pénal international et européen*, Bruxelles, Bruylant, 2009, 1566 p. ; 2<sup>e</sup> éd., 2018, 2 vol., 1861 p.

*Le génocide au Rwanda - Les enquêtes officielles menées en Belgique, en France, à l'ONU et à l'OUA*, Paris, L'Harmattan, 2015, 82 p.

*Droit des organisations internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2016, 829 p.

2°) *Syllabus de cours*

*La protection des civils dans les conflits armés*, syllabus du cours enseigné à Strasbourg (multigr.), 1977, 52 p.

*Droit des gens*, syllabus du cours enseigné à Liège, multigr., 1979, 408 p.

*Modes de règlement des différends internationaux*, Presses Universitaires de Bruxelles (P.U.B.), 1980, 149 p.

*Le bombardement israélien du Centre de recherches nucléaires de Tuwaitha (Irak)*, Bruxelles, A.I.J.D., (multigr.), 1982, 41 p.

*Éléments de droit des conflits armés*, P.U.B., 2<sup>e</sup> éd., 1992,

254 p. *Principes de droit des conflits armés, errata et*

*addenda*, PUB, 1998, 85 p. *Droit des gens, ajouts et*

*corrections*, PUB, 1998, 38 p.

*Droit des organisations internationales*, P.U.B., 2<sup>e</sup> éd., 1990, 417 p.; 3<sup>e</sup> éd., 1991, 356 p.; 4<sup>e</sup> éd.,

1992, 380 p.; 5<sup>e</sup> éd., 1993, 326 p.; 6<sup>e</sup> éd., 1994, 358 p.; 7<sup>e</sup> éd., 1995, 385 p.; 8<sup>e</sup> éd., 1996, 398 p.; 9<sup>e</sup> éd., 1997, 425 p.; 10<sup>e</sup> éd., 1998, 411 p.; 11<sup>e</sup> éd., 1999, 470 p. ; 12<sup>e</sup> éd., 2000, 420 p. ; 13<sup>e</sup> éd., 2001, 477 p. ; 14<sup>e</sup> éd., 2002, 476 p. ; 15<sup>e</sup> éd., 2004, 474 p. ; 16<sup>e</sup> éd., 2005, 477 p. ; 17<sup>e</sup> éd., 2006, 483 p. ; 18<sup>e</sup> éd., 2009, 513 p. ; 20<sup>e</sup> éd., 2010, 508 p.

*Eléments de droit pénal international*, P.U.B., 1987, 1<sup>e</sup> partie, 168 p.; 1988, 2<sup>e</sup> partie, 210 p.; 3<sup>e</sup> éd., 1992, 400 p.; addendum 1993, 71 p.; 4<sup>e</sup> éd., 1994, 458 p.; 5<sup>e</sup> éd., 1995, 508 p.; 6<sup>e</sup> éd., 1996, 527 p.; 1997, 7<sup>e</sup> éd., 618 p.; 8<sup>e</sup> éd., 1998, 643 p.; 9<sup>e</sup> éd., 1999, 744 p. ; 10<sup>e</sup> éd., 2001, 766 p. ; 2003, 11<sup>e</sup> éd., 986 p. ; 2005, 12<sup>e</sup> éd., 1046 p.

3°) *Recueils de documents*

*Introduction au droit international humanitaire : mise en œuvre et contrôle (Problèmes choisis)*. cahier de documentation du cours enseigné à l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, multigr., 1980, 41 p.

*Eléments de droit pénal international*, P.U.B., 1989, Plan et textes de base, 96 p.

*Cases and Materials on International Criminal Law*, 1991 Summer Institute in Transnational Law Duke - U.L.B., 1991, 357 p.

*Droit des conflits armés, Documents de base*, Centre de droit international (multigr.), 7<sup>e</sup> éd., 2002, 344 p.

*Eléments de droit pénal international, Recueil de textes*, Centre de droit international (multigr.), 1992, 400 p.; 1997, 290 p.; 1998, 300 p. ; 1999, 299 p. ; 2000, 310 p. ; 2001, 347 p. ; 2002, 467 p. ; 2003, 526 p.

*Eléments de droit pénal international, Recueil de textes, Complément*, Centre de droit international (multigr.), 1994, 67 p.

*Droit des organisations internationales, Annexes*, P.U.B., 1<sup>e</sup> éd., 1995, 61 p. ; 2<sup>e</sup> éd. 1999, 90 p. ; 3<sup>e</sup> éd., 2000, 88p. ; 4<sup>e</sup> éd., 2001, 101 p. ; 5<sup>e</sup> éd., 2002, 119 p. ; 6<sup>e</sup> éd., 2003, 149 p. ; 9<sup>e</sup> éd., 2006, 145 p.

*Human Rights*, 1995 Summer Institute in Transnational Law, Duke Univ., 1995, 99 p.

*Droit des gens, textes de base*, Centre de droit international (multigr.), 1998, 242 p.; 1999, 289 p. ; 2000, 325 p. ; 2001, 303 p. ; 2002, 341 p.

*Code de droit international pénal*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 1532 p. ;



5.1.2. - *Ouvrages édités en collaboration*

En collaboration avec Jean J.A. Salmon, *Méthodologie de la recherche en droit international public*, P.U.B.; 2<sup>e</sup> éd., 1984-1985, 149 p.; 3<sup>e</sup> éd., 1991-1992, 180 p.

SALMON, J., *Droit international public*, P.U.B., 1999, 14<sup>e</sup> éd. partiellement revue et argumentée par E. David, 715 p. ; 2000, 15<sup>e</sup> éd., 756 p. ; 2001, 16<sup>e</sup> éd., 780 p. ; 2002, 17<sup>e</sup> éd., 789 p. ; 2003, 18<sup>e</sup> éd., 833 p. ; 2004, 19<sup>e</sup> éd., 864 p. ; 2005, 20<sup>e</sup> éd., 878 p. ; 2006, 21<sup>e</sup> éd., 915 p. ; 2008, 22<sup>e</sup> éd., 957 p. ; 2009, 23<sup>e</sup> éd., 968 p. ; 2010, 24<sup>e</sup> éd., 1006 p. ; ; 25<sup>e</sup> éd. 1042 p. ; 2013, 26<sup>e</sup> éd., 1018 p. ; 27<sup>e</sup> éd., 2014, ... p. ; 28<sup>e</sup> éd., 2015, 1033 p. ; 29<sup>e</sup> éd., 2016, 1073 p. ; 30<sup>e</sup> éd., 2018 (sous presse).

*Juger les multinationales*, en collaboration avec Gabrielle Lefèvre, Bruxelles GRIP – Mardaga, 2015, 190 p.

*Recueil des ordonnances, décisions et arrêts du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 1995-2001*, co-éd. avec P. Klein et C. Denis, Bruxelles, Bruylant, 2000-2007, 6 tomes parus à ce jour.

*Code de droit international humanitaire*, en collaboration avec F. Tulken et D. Vandermeersch (ainsi qu'avec V. Koutroulis et R. van Steenberghe à partir de la 8<sup>e</sup> éd.), Bruxelles, Bruylant, 2<sup>e</sup> éd., 2004, 859 p. ; 3<sup>e</sup> éd., 2007, 923 p. ; 4<sup>e</sup> éd., 2010, 972 p. ; 5<sup>e</sup> éd., 2012, 844 p. ; 6<sup>e</sup> éd., 2013, 1042 p. ; 7<sup>e</sup> éd., (en plus grand format), 2016, 858 p. ; 8<sup>e</sup> éd., 2018, xx et 790 p.

*Code de droit international public*, en collaboration avec C. van Assche, Bruxelles, Bruylant, 2<sup>e</sup> éd., 2004, 1496 p. ; 3<sup>e</sup> éd., 2006, 1646 p. ; 4<sup>e</sup> éd., 2008, 1774 p. ; 5<sup>e</sup> éd., 2011, 1743 p. ; 6<sup>e</sup> éd. (en plus grand format), 2016, 1353 p.

*Code de droit international pénal*, Bruxelles, Bruylant, 2<sup>e</sup> éd., en collaboration avec P. Heirman, 2009, 1725 p. ; 3<sup>e</sup> éd. (en plus grand format), en collaboration avec A. Weyembergh, 2015, 1019 p. ; 4<sup>e</sup> éd., en collaboration avec A. Weyembergh et V. Koutroulis, 2018, 1161p.

5.1.3. *Parties d'ouvrages collectifs*

"Droits de l'homme et droit humanitaire", *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1977, 1, pp. 31-58 et *Mélanges Dehousse*, Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1979, vol. 1, pp. 169-181.

"Le droit international face au problème de la torture", in *Face à la Détresse*, Bruxelles, C.R. de la Jeunesse de Belgique, 1979, pp. 25-45.

"L'intervention israélienne au Liban au regard du droit de la guerre", Colloque de l'A.I.J.D., paru dans le *Livre blanc sur l'agression israélienne au Liban*, Paris, Publisud, A.I.J.D. et Union des Juristes palestiniens, 1983, pp. 40-63.

"Aspects juridiques du conflit des Malouines", in *Le conflit des Malouines*, ed. by H. Koechler, Vienna, International Progress Organization, Studies in International Relations, vol. IX, 1984, pp. 9-88.

A propos de certaines justifications théoriques à l'emploi de l'arme nucléaire" (1<sup>e</sup> partie), *Mélanges Pictet*, Genève- La Haye, C.I.C.R. - Nijhoff, 1984, pp. 325-342.

"Le performatif dans l'énonciation et le fondement du droit international", *Mélanges Chaumont*, Paris, Pédone, 1984, pp. 241-261.

"L'intervention israélienne au Liban au regard du droit de la guerre", en langue anglaise in *Reason not the Need. Eyewitness Chronicles of Israel's War in Lebanon*, ed. by F.P. Franklin, Nottingham, Russell Press, 1984, pp. 823- 842; en langue arabe in *Al-Haq*, revue de l'Union des Avocats arabes, 1982, pp. 78-105.

"Le transfèrement international des personnes condamnées", *Mélanges Legros*, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1985, pp.103 - 122.

"Evolution du droit humanitaire en un droit du moindre mal", in *Le droit international humanitaire - Problèmes actuels et perspectives d'avenir*, Institut français de droit humanitaire et des droits de l'homme, Université de Clermont I, 1987, pp. 23-37.

"Le seuil de l'illicite dans le principe de non-intervention", Actes de la septième rencontre de Reims : "Le discours juridique sur la non-intervention et la pratique internationale" (2-3 juin 1985), in *Réalités du droit international contemporain*, vol. 5, Presses Universitaires de Reims, 1988, pp. 122-174.

"L'actualité juridique de Nuremberg", in *Le procès de Nuremberg. Conséquences et actualisation*, Colloque du 27 mars 1987, Bruxelles, Bruylant, 1988, pp. 89-176.

"Le droit de la neutralité à l'épreuve de la guerre du Golfe" (Iraq-Iran), *Cahiers du CEDSI* (Université de Grenoble), 1990, vol. 11, pp. 43-53.

"La guerre du Golfe au regard du droit des conflits armés et du droit international pénal", in *Entre les lignes : la guerre du Golfe et le droit international*, Bruxelles, Créadif et Centre de droit international, 1991, pp. 99-114.

"Comments on Prof. Dekker's paper : Criminal responsibility and the Gulf War of 1980-1988 : the crime of aggression" in *The Gulf War 1980-1988*, Dordrecht, Nijhoff, 1992, pp. 269-273.

"L'(in)actualité de Nuremberg", *Situation* n° 14 (Paris), mars-avril 1992, pp. 13-16.

"La portée juridique des actes institutionnels", *Thesaurus Acroasium* (Thessalonique), 1992, XIX, pp. 223-256.

"Réflexions à propos de l'exposé de Mme Catherine d'Haillecourt sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité dans la guerre du Golfe", in *Nouvel ordre mondial et droits de l'homme - La guerre du Golfe*, éd. par P. Tavernier, Université de Rouen, Publisud, 1993, pp. 132-145.

"Droits de l'homme et conflits armés", in *Les Belges et les droits de l'homme*, Contribution de la Belgique à la Conférence mondiale des droits de l'homme, Vienne, 14-15 juin 1993, Ministère des Affaires étrangères, Coll. Textes et documents, Bruxelles, 1993, pp. 4-8.

"Méthodes et formes de participation des Nations Unies à l'élaboration du droit international humanitaire", in *Les Nations Unies et le droit international humanitaire*, Colloque de Genève sur le 50e anniversaire de l'ONU, Paris, Pédone, 1996, pp. 87-113.

"Principes généraux du droit international humanitaire", in *Le droit international*

*humanitaire, Textes et documents*, Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles, 1996, pp. 5-8.

Partie du mémoire et des plaidoiries pour le Gouvernement des Iles Salomon devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire de la légalité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires, in *The Case against the Bomb*, ed. by R. S. Clark and M. Sann, UN Missions of Marshall Islands, Samoa and Solomon Islands, FIELD and Rutgers Univ. School of Law at Camden, 1996, pp. 59-60, 98-160, 265-275.

"The International Criminal Court : what is the point ?" in *International Law : Theory and Practice, Essays in Honour of E. Suy*, ed. by K. Wellens, The Hague, Nijhoff, 1998, pp. 631-650.

"La Cour pénale internationale : une cour en liberté surveillée ?", *International Law Forum*, 1999, pp. 20-30.

"The Direct Effect of Art. 3 of the 4<sup>th</sup> Hague Convention of 18<sup>th</sup> October 1907 Respecting the Laws and Customs of War", in *War and the Rights of Individuals*, ed. In English and Japanese by F. Hisakazu, S. Isomi and N. Kantaro, Tokyo, Nippon Hyoron-sha Co., 1999, pp. 49-58.

« Aspects juridiques de la responsabilité des différents acteurs dans les événements du Rwanda (avril-juillet 1994) », in *Génocide(s)*, Réseau Vitoria, actes du colloque de Paris-XI, 1<sup>er</sup> – 3 déc. 1999, s/ la dir. de D. Dormoy et K. Boustany, Bruxelles, Bruylant 1999, pp. 403-440.

« Le statut des armes nucléaires à la lumière de l'avis de la CIJ du 8 juillet 1996 » in *International Law, The International Court and Nuclear Weapons*, ed. by L. Boisson de Chazournes and Ph. Sands, Cambridge Univ. pr., 1999, pp. 209-227.

" L'OTAN ne connaît pas ses classiques ", in *Que nos valeurs sont universelles et que la guerre est jolie*, coord. par Y. Bovy et B. Delcourt, Mons, éd. du cerisier, 1999, pp. 129-136.

"Aspects juridiques de la responsabilité des différents acteurs dans les événements du Rwanda (avril-juillet 1994)", in *Génocide(s)*, dir. par K. Boustany et D. Dormoy, Bruxelles, Bruylant/éd. de l'ULB, 1999, pp. 403-440.

« Le droit international applicable aux organisations internationales », *Mélanges Waelbroeck*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 3-22.

« La responsabilité de l'Etat pour absence de coopération », in *Droit pénal international*, sous la dir. de H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet, Paris, Pédone, 2000, pp. 129-138.

« Le point de vue d'un académique », in *Vers un espace judiciaire européen*, éd. par G. De Kerchove et A. Weyembergh, éd. de l'Univ. de Bruxelles, 2000, pp. 351-355.

Coordonnateur de la partie « Droit pénal international » du *Dictionnaire de droit international public*, dir. par J. Salmon, environ 80 entrées rédigées seul ou en collaboration avec A.-M. La Rosa, Bruxelles, Bruylant, 2001, 1198 p., *passim*.

« L'influence de la Cour pénale internationale sur la législation interne », rapport pour l'Institut international de droit humanitaire, 23<sup>e</sup> Table ronde de San Remo, 2-4 septembre

1998, in Institut international de droit humanitaire, *Current Problems of International Humanitarian Law*, Milano, Nagard, Dragan Europe Foundation, 2001, pp. 80- 85.

« Introduction » in *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre du Kosovo*, s/ la dir. de O. Corten et B. Delcourt, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 15-18.

« L'avenir de la Cour pénale internationale » et « Conclusions générales », in *Un siècle de droit international humanitaire*, s/ la dir. de P. Tavernier et L. Burgorgue-Larsen, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 185-200 et 211-213.

« Les conséquences de la Cour pénale internationale pour la répression en droit belge », in *Actualité du droit international humanitaire*, éd. par H. Bosly, Coll. : *Les dossiers de la Rev. dr. pén. crim.*, Bruxelles, La Charte, 2001, pp. 73-92.

« La question de l'immunité des chefs d'Etat étrangers à la lumière de l'arrêt de la Cour de Cassation française du 13 mars 2001 », in *Livre noir – Terrorisme et responsabilité pénale internationale*, S.O.S. Attentats, Paris, 2002, pp. 185-192.

« Le statut des personnes détenues par les Etats-Unis à la suite du conflit afghan (2001-2002) », in *Le droit international face au terrorisme*, dir. par K. Bannelier *et al.*, Paris, Pédone, Cédin Paris I, *Cahiers internationaux* n° 17, 2002, pp. 321-330.

« La Cour pénale internationale après les TPI pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda », in *International Criminal Court, A new dimension in international justice*, Proceedings of the Santorini Colloquium, ed. by S. Perrakis, Athens – Komotini, Sakkoulas Publ., 2002, pp. 165-172.

« Droit humanitaire et légalité du recours à la force : deux logiques essentiellement différentes », co-auteur avec Olivier Corten et François Dubuisson, in *Militaires humanitaires, à chacun son rôle*, Bruxelles, GRIP – Complexe, 2002, pp. 35-46.

« La loi belge de 1993-1999 : conforme ou contraire au droit international ? », in *De Genocidewet in internationaal perspectief*, éd. par J. Wouters en H. Panken, *Jura Falconi Libri*, Brussel, De Boeck et Larcier, 2002, pp. 173-183.

« Mondialisation et justice pénale internationale » in *Globalizacions, Annals, 19 Universitat d'Estiu*, Andorre, Ministeri d'Educacio, 2003, pp. 109-118.

« La question de l'immunité des chefs d'Etat étrangers à la lumière des arrêts de la Cour de Cassation française du 13 mars 2001 et de la Cour internationale de Justice du 14 février 2002 », in *Terrorisme, victimes et responsabilité pénale internationale*, Paris, Calmann-Lévy, 2003, pp. 431-452 (mise à jour de l'étude parue en 2002, ci-dessus).

« Des occasions manquées de mettre en cause la responsabilité de la communauté internationale » in *La répression internationale du génocide rwandais*, dir. par L. Burgorgue-Larsen, Bruxelles, Bruylant, Coll. du CREDHO, 2003, pp. 239-250.

« Que reste-t-il de la compétence universelle dans la loi du 5 août 2003 ? », in *Jura Falconis*, 2003-2004, pp. 55- 72.

« L'Organisation des Modjahedines du peuple peut-elle être considérée comme une organisation terroriste ? » in *La Liste des groupes terroristes : L'approche du droit européen et du droit international*, Conférence internationale de juristes, Paris, L'Harmattan, 2004, pp.

27-29, 123-130.

« Les Nations Unies et la lutte contre le terrorisme international », in *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, dir. par J.-P. Cot et A. Pellet, Paris, Economica, 3<sup>e</sup> éd., 2005, pp. 163-200.

« Sécurité collective et lutte contre le terrorisme : guerre ou légitime défense ? », in *Les métamorphoses de la sécurité collective – Droit, pratique et enjeux stratégiques*, Paris, Pédone, 2005, pp. 143-148.

« La Cour pénale internationale », *RCADI*, 2005, T. 313, pp. 329-454.

Commentaires du préambule de la Convention de Vienne de 1986 sur le droit des traités et de l'art. 34 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, in O. CORTEN et P. KLEIN (éd.), *Les Conventions de Vienne sur le droit des traités. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 17-25, 1403-1415.

« L'accord, fondement du droit international ? », in *Mélanges J. Salmon*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 291-330.

« La liberté religieuse en DIH : un droit intangible ? », in *Religions et droit international humanitaire*, Actes du Colloque de Nice des 18-19 juin 2007, Paris, Pédone, 2008, pp. 101-104.

« La responsabilité internationale de l'Etat après l'aff. *Bosnie c/ Serbie* », in *Frieden in Freiheit, Festschrift für Michael Bothe zum 70. Geburtstag (Mélanges Bothe)*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 2008, pp. 865-872.

« La reconnaissance du principe démocratique en droit international », in *Actes du VIII<sup>e</sup> séminaire doctoral international et européen*, 8-12 sept. 2008, Univ. de Nice-Sophia Antipolis, 2009, pp. 8-14.

« Le différend insulaire Malaisie/Singapour », in *Le procès international, Liber Amicorum Jean-Pierre COT*, Bruxelles, Bruylant, 2009, pp. 77-94.

“Official Capacity and Immunity of an Accused before the ICC”, in *The Legal Regime of the International Criminal Court, Essays in Honour of Prof. Igor Blisichenko*, ed. by J. Dorai, H.-P. Gasser and M. C. Bassiouni, Leiden-Boston, Nijhoff, 2009, pp. 743-756.

“Self-Defence and State of Necessity in the Statute of the ICC”, *ibid.*, pp. 757-777.

« Le statut étatique de la Palestine », *I diritti dell'uomo* (Roma), n° 3 – 2009, pp. 42-45.

« Rapport introductif » du colloque « L'Union européenne et le droit international humanitaire », Nice, 18-19 juin 2009, s/ la dir. de A.-S. Millet-Devalle, in *L'Union européenne et le droit international humanitaire*, Paris, Pedone, 2010, pp. 7-14.

« L'exercice de la compétence universelle en Belgique dans le cas du Sahara occidental », in *Sahara occidental. Quels recours juridictionnels pour les peuples sous domination étrangère ?*, s/ la dir. de V. Chapaux, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 36-42.

“Primary and Secondary Rules”, in *The Law of International Responsibility*, ed. by J. Crawford, A. Pellet and S. Olleson, Oxford Univ. Pr., 2010, pp. 27-33.

Commentary of Article 34 of the 1969 Vienna Convention and of the Preamble of the 1986 Vienna Convention, in CORTEN, Olivier, KLEIN, Pierre (éd.), *The Vienna Conventions on the Law of Treaties. A Commentary*, Oxford, Oxford University Press, 2011, vol. 1, pp. 12-17, pp. 887-896.

« Les conséquences juridiques d’une éventuelle scission de la Belgique au regard du droit international », in *L’après-Belgique*, n° hors-série de *Economies et sociétés – Cahiers de l’ISMEA*, n° 44, nov. 2011, pp. 1985-2009.

« Le Médiateur du Comité des sanctions du Conseil de sécurité, un ombudsman ? », *Anuário Brasileiro de Direito Internacional*, VI, 2011, pp. 143-148.

“The Palestine Statehood”, in *Is there a Court for Gaza? A Test Bench for International Justice*, ed. by Ch. Meloni and G. Tognoni, The Hague, Asser Press and Springer-Verlag, 2012, pp. 24-30.

Commentaire du préambule du Statut de Rome, in *Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Commentaire article par article*, sous la dir. de J. Fernandez et X. Pacreau, Paris, Pédone, 2012, pp. 302-308.

“The International Humanitarian Fact-Finding Commission and the Law of Human Rights”, in *Research Handbook on Human Rights and Humanitarian Law*, ed. by R. Kolb and G. Gaggioli, Cheltenham, Elgar, 2013, pp. 570-574.

« La responsabilité pénale des autorités politiques pour des crimes de droit international humanitaire », in *Armed Conflict and International Law : In Search of the Human Face, Liber Amicorum in Memory of Avril McDonald*, ed. by M. Mathee, B. Toebes and M. Brus, La Haye, Asser Press et Springer, 2013, pp. 327-338.

« L’affaire du tramway de Jérusalem (Alstom/Veolia) », *Juriste international*, n° 3/2013, pp. 19-24.

« Conclusions » du colloque *Le recours à la force autorisé par le Conseil de sécurité – Droit et responsabilité*, dir. par K. Bannelier et C. Pison, Paris, Pédone, 2014, pp. 273-279.

« L’opération *Unified Protector* en Libye au regard du droit international humanitaire », *Droits* (Paris, PUF, 2014), vol. 56, pp. 49-58.

« Brèves remarques sur les origines du droit international », *Les fondements du droit international, Liber Amicorum Peter Haggenmacher*, éd. par P.-M. Dupuy et V. Chetail, Leiden, Nijhoff, 2014, pp. 437-447.

“Internal (Non-International) Armed Conflict” in *The Oxford Handbook of International Law in Armed Conflict*, ed. by A. Clapham and P. Gaeta, Oxford Univ. Pr., 2014, pp. 353-362.

“How does the involvement of a multinational peacekeeping force affect the classification of a situation?”, debate with Prof. O. Engdahl, *Int. Rev. of the Red Cross*, 2013, pp. 659-666 and 675-679.

« Les principes de droit international humanitaire dans le contexte de la guerre aérienne » in *Guerre aérienne et droit international humanitaire* » dir. par A.-S. MILLET-DEVALLE, Paris, Pédone, 2015, pp. 69-74.

« La place de l’Afrique dans le développement du droit international pénal à travers l’activité de la CPI », in *Enjeux et défis de la justice pénale à la lumière des conflits armés en Afrique*, dir. par Y. Mingashang, Cahier des Archives du CERDIA, Kinshasa, 2014, n° 1, pp. 49-55.

« Conclusions » du colloque du 4-5 avril 2014, *Les lois de la guerre – Guerre, droit et cinéma*, s/la dir. de St. Boiron, N. Goedert et N. Maillard, Institut universitaire Varenne, 2015, pp. 221-227.

Préface de l'ouvrage de W. WOLL, *La Licéité des sanctions prises par les organisations internationales*, Saarbrücken, Ed. universitaires européennes, 2011, pp. iii-vi.

« Elementos dos Crimes », Commentaire de l'art. 9 du Statut de la CPI trad. en portugais par L.G. Reis, in *O Tribunal Penal Internacional – Comentários ao Estatuto de Roma*, sous la dir. de S. H. Steiner et L. Nemer Caldeira Brant, Belo Horizonte, Del Rey ed., 2016, pp. 249-263.

Préface de l'ouvrage de F. FADEL et C. EID, *Quelle justice au Proche-Orient ? Le cas du Tribunal spécial pour le Liban*, Presses de l'Université de Montréal, 2016, pp. 7-8.

« L'entreprise criminelle commune, un miroir aux alouettes ? », in *Hommage à Jean Pictet*, Montréal, Yvon Blais, 2016, pp. 397-434.

« Les travaux de la Conférence de Londres (26 juin-8 août 1945) sur le Statut du TMI de Nuremberg, une lecture parfois surprenante », in *International Law and the Protection of Humanity, Essays in Honor of Flavia Lattanzi*, ed. by P. Acconci, D. Donat Cattin, A. Marchesi, G. Palmisano and V. Santori, Leiden – Boston, Brill – Nijhoff, 2016, pp. 323-338.

« Génocide et justice, l'affaire *Soghomon Tehlirian* », *Liber Amicorum Stelios Perrakis*, Athènes, Sideris, 2017, pp. 97-112.

V° « Commission internationale humanitaire d'établissement des faits », *Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale*, s/dir. Olivier Beauvallet, Paris, Berger-Levrault, 2017, pp. 184-187.

Préface de l'ouvrage de Jacques MBOKANI, *La jurisprudence congolaise relative aux crimes de droit international (2016-2018)*, Kinshasa, 2019, publiée par le Club des Amis du droit di Congo, pp. 7-9.

V° Annexion et Occupation in *The Companion to International Humanitarian Law*, ed. by D. Djukic and N. Pons, Leiden Boston, Brill Nijhoff, 2018, pp. 172-175 et 540-545.

#### 5.1.4. Articles dans des revues scientifiques internationales avec comité de lecture

Note sous Cass. b., 3 décembre 1981, *Journal du Droit International (Clunet)*, 1984, pp. 348-351.

"Le droit à la santé comme droit de la personne humaine", *Revue Québécoise de droit international*, 1985, pp. 63- 115.

"La sentence arbitrale du 14 février 1985 sur la délimitation de la frontière maritime entre la Guinée Conakry et la Guinée-Bissau", *Annuaire français de droit international*, 1985, pp.350-389.

"La diffusion du droit international humanitaire à l'Université", *Revue internationale de la Croix-Rouge*, mars-avril 1987, pp. 157-170.

"L'avis de la C.I.J. du 15 décembre 1989 sur l'applicabilité de la section 22 de l'art. VI de la convention sur les privilèges et immunités des N. U. (aff.*Mazilu*)", *A.F.D.I.*, 1989, pp. 298-320.

"L'avis de la Cour internationale de Justice sur la licéité de l'emploi des armes nucléaires", *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 1997, pp. 22-36 et *L'Observateur des Nations Unies* (Aix-en-Provence), 1997, pp. 11-22.

« Respect for the Principle of Distinction in the Kosovo War », *Ybk. I.H.L.*, 2000 (paru en 2002), pp. 81-107.

Chronique annuelle sur la pratique belge en matière de droit international humanitaire in « Guide to State Practice Concerning International Humanitarian Law », *Ybk. I.H.L.*, 2000 (paru en 2002), pp. 426-431 ; *ibid.*, 2001 (paru en 2004), pp. 453-458 ; *ibid.*, 2002 (paru en 2005), pp. 445-451 ; *ibid.*, 2003 (paru en 2006), pp. 464-470.

« Universal Jurisdiction in Belgian Law », *Palestine YBK.I.L.*, 2002-2003, pp. 77-115.

« La Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions », *RGDIP*, 2009, pp. 785-805.

#### 5.1.5. *Articles dans des revues scientifiques nationales avec comité de lecture*

"Les détournements d'avions et le droit international", *Revue belge de droit international (R.B.D.I.)*, 1970/1, pp. 246-264.

Collaboration régulière depuis 1973 à la rédaction de "La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des Chambres législatives en matière de droit international", chronique annuelle de la *Revue belge de droit international* (une centaine de V° sur le droit humanitaire, les problèmes monétaires et commerciaux internationaux, la guerre civile, la Cour de justice Benelux, le droit fiscal international, la non-intervention, le non-recours à la force, la succession d'Etat, le terrorisme, etc.

"Réflexions sur l'égalité économique des Etats", *R.B.D.I.*, 1974/2, pp. 399-424; paru également dans *L'égalité*, Travaux du Centre de Philosophie du Droit de l'U.L.B., Bruxelles (Bruylant), 1975, vol. IV, pp. 236-265.

"Les mercenaires et le droit international - Nouveaux développements", dans la *R.B.D.I.*, 1977, pp. 197-237.

"L'excuse de l'ordre supérieur et l'état de nécessité", *R.B.D.I.*, 1978-1979, pp. 65-84.

La loi belge du 1<sup>er</sup> août 1979 concernant les services dans une armée ou une troupe étrangère se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger", *R.B.D.I.*, 1981-1982/1, pp. 5-32.

"Les sanctions économiques prises contre l'Argentine dans l'affaire des Malouines", *R.B.D.I.*, 1984-1985, pp. 150- 165.

"La guerre du Golfe et le droit international", *R.B.D.I.* , 1987-1, pp. 153-183.

"La condition juridique des volontaires belges pendant la guerre d'Espagne (1936-1939)", *Rev. b. Hist Cont.*, 1987, pp. 39-80.

"Greenpeace : des pirates !", *R.B.D.I.*, 1989/2, pp.295-306.

"Le Tribunal international pénal pour l'ex-Yougoslavie", *R.B.D.I.*,

1992/2, pp. 565-598. "Les armes nouvelles à la lumière du *jus in bello*",

*R.B.D.I.*, 1993/1, pp. 165-175.

« Commentaire de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves au



droit international humanitaire », en collab. avec A. Andries, C. Van Den Wyngaert et J. Verhaegen, *R.D.P.C.*, 1994, pp. 1114-1184

« La loi belge sur les crimes de guerre », *RBDI*, 1995, pp. 668-684

"Le champ d'application de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves au droit international humanitaire" et son "application aux conflits armés non internationaux", *Rev. dr. militaire et dr. guerre*, 1997, pp. 111-118;

« Observations s/ cass. b., 12 mars 2001 » (à propos des immunités des organisations internationales), *J.T.*, 2001, pp. 610-613.

Observations s/ Bruxelles, 4 mars 2003, « Une décision historique ? » (à propos de l'immunités d'exécution des organisations internationales), *J.T.*, 2003, pp. 686-687.

Observations s/ Bruxelles, 17 septembre 2003, « L'immunité de juridiction des organisations internationales », *J.T.*, 2004, pp. 619-622.

« La compétence universelle en droit belge », *Ann. Dr. Louv./Rev. Dr.*

*ULB*, 2004, pp. 83-150. Observations s/ Cass. fr., 25 janv. 2005, *B.A.D. c/*

*H.*, *JT*, 2005, pp. 454-455.

Direction de la chronique sur « La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des chambres législatives en matière de droit international (1999-2003) », *RBDI*, 2005, pp. 5-416.

« Un arrêt plein de (bon) sens », observations s/ cass. b., 27 juin 2006, *J.T.*, 2006, pp. 642-644.

« L'arrêt de la Cour internationale de Justice en l'affaire de l'application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide – Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro, 27 février 2007 », *Rev. Trim. Dr. h.*, 2008, pp. 573-593.

Direction de la chronique sur « La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des chambres législatives en matière de droit international (2003-2007) », *RBDI*, 2008, pp. 5-244.

Observations s/Cass. b., 21 déc. 2009, *JT*, 2010, pp. 129-130.

« L'exercice de la compétence universelle en Belgique dans le cas du Sahara occidental », in *Sahara occidental. Quels recours juridictionnels pour les peuples sous domination étrangère ?*, s/ la dir. de V. Chapaux, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 36-42.

Direction de la chronique sur « La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des chambres législatives en matière de droit international (2003-2007) (ADDENDUM) », *RBDI*, 2009, pp. 403-433.

« L'exercice de la compétence universelle en Belgique dans le cas du Sahara occidental », *RBDI*, 2010, pp. 36-42.

« Le droit au juge a encore frappé », observations sous Civ. Bruxelles (sais.), 23 juin 2011, *J.T.*, 2011, p. 657.

« L'immunité de juridiction des organisations internationales », note sous Cass., 21 déc. 2009 (3

arrêts), *Rev. crit. Jurispr. belge*, 2011/2, pp. 252-265.

« L'arrestation d'un étranger 'convoqué' comme témoin : la loyauté en question devant la Cour EDH », *Rev. trim. Dr. H.*, 2012, pp. 215-224.

Direction de la chronique sur « La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des chambres législatives en matière de droit international (2007-2011) », *RBDI*, 2011, pp. 293-648.

« La responsabilité des entreprises privées qui aident Israël à violer le droit international », *RBDI*, 2012, pp. 123-146.

#### 5.1.6. *Ouvrages traduits dans une langue étrangère*

*Principes de droit des conflits armés*, traduit en russe (*Printsipy prava vooruzhennykh konfliktov*), Moscou, CICR, 2000, 718 p.; 2<sup>e</sup> éd., Moscou, CICR, 2011, 1143 p. ;

#### 5.1.7. *Communications publiées lors de congrès ou colloques nationaux et internationaux*

"Le terrorisme en droit international", Actes du colloque *Réflexions sur la définition et la répression du terrorisme*, Bruxelles (Ed. de l'Université Libre de Bruxelles), 1974, pp. 103-173.

"Le statut des combattants et des civils dans le projet de protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949. Conséquences sur ce statut de l'assimilation des guerres de libération nationale aux conflits armés internationaux", 13 p., in Actes du colloque *La notion de conflit armé international : nouvelles perspectives*, Bruxelles, 12-14 décembre 1974.

"A propos de certaines justifications théoriques à l'emploi de l'arme nucléaire" (2<sup>e</sup> partie), in *Les conséquences juridiques de l'installation éventuelle de missiles Cruise et Pershing en Belgique*, Actes du colloque de l'A.I.J.D. et de l'Union belgo-luxembourgeoise de droit pénal, Bruxelles, Bruylant et Ed. de l'Université de Bruxelles, 1984, pp. 4-40.

"La responsabilité internationale des Etats fédéraux", in *Les Etats fédéraux dans les relations internationales*, Actes du colloque de la S.B.D.I., février 1982, *R.B.D.I.*, 1983/1, pp. 483-504.

"Les droits de l'homme entre Malte et Athènes", rapport introductif aux travaux de la 3<sup>e</sup> Commission du XII<sup>e</sup> Congrès de l'A.I.J.D., Athènes, 15-19 octobre 1984, in *J.J.D.*, n° 42, octobre 1984, pp. 11-16.

"La protection juridique de l'enfant contre les effets directs des hostilités", in *La guerre et l'enfant*, actes du colloque organisé par les Journées universitaires de la paix, 2 mars 1983, Bruxelles, Commission communautaire française, Collection Documents, n° 52, 1990, pp. 5-16.

" Rapport de synthèse " des travaux de la 4<sup>e</sup> Commission (administration de la justice) du XIII<sup>e</sup> Congrès de l'Association internationale des Juristes démocrates, Barcelone, 19-24 mai 1990, in *Rev. Int. de Dr. Cont.*, 1990- 1991, pp. 149-162.

"Le projet de Cour criminelle internationale permanente" in *De Nuremberg à Arusha*, Actes du colloque organisé par le groupe PRL-FDF du Sénat de Belgique, 26 septembre 1996, éd. par A. Destexhe et M. Foret, Bruxelles, Bruylant, 1997, pp. 129-136.

"Introduction" et "Concluding Remarks" du colloque *The Punishment of War Crimes - International Legal Perspective*, Belgian Red Cross and Ministry of Foreign Affairs, Brussels, October 9, 1996, Bruxelles, Croix-Rouge de Belgique, 1998, multigr., pp. 10-11, 63-64.

Conclusions du Colloque : *Démembrement d'Etats et délimitations territoriales : l'uti possidetis en question(s)*, Bruxelles, Bruylant/éd. ULB, 1999, pp. 449-455.

« Conclusions de l'atelier juridique du colloque sur les institutions financières internationales et les droits de l'homme », *RBDI*, 1999, pp. 115-121 et *La Revue nouvelle*, juillet-août 1999, pp. 8-89.

Coordination de l'atelier de la Croix-Rouge de Belgique, section francophone, sur l'art. 31 § 1 (c) du Statut de la Cour pénale internationale, rédaction des parties suivantes « Introduction générale », « Questions relatives à l'art. 31 § 1 (c) du Statut de la CPI », « Synthèse des réponses écrites », *RBDI*, 2000, pp. 355, 359-362, 455-462.

« Introduction au droit international humanitaire », Actes du Colloque de Bruges *Défis contemporains en droit international humanitaire*, 27-28 oct. 2000, CICR, in *Collegium*, (Nouvelles du Collège d'Europe, Bruges), IX- 2001, pp. 14-19.

« Conclusions générales » du colloque tenu du 19 au 22 octobre 1999 à l'Université McGill et à l'UQAM (Montréal) sur le thème : *Perspectives humanitaires entre conflits, droit(s) et action*, dir. par K. Boustany et D. Dormoy, Réseau Vitoria, Bruxelles, Bruylant, 2002, pp. 319-325.

« Le droit international humanitaire et les acteurs non étatiques », in *La pertinence du droit international humanitaire pour les acteurs non étatiques*, Actes du Colloque de Bruges, 25-26 oct. 2002, *Collegium* (Collège d'Europe), Bruges, n° 27, printemps 2003, pp. 27-34.

« Le droit international humanitaire face à ces évolutions : un droit adapté ou adaptable ? », in *La pertinence du droit international humanitaire pour les acteurs non étatiques*, Actes du Colloque de Bruges, 25-26 oct. 2002, *Collegium* (Collège d'Europe), Bruges, n° 27, printemps 2003, pp. 41-46.

« Dans quelle mesure de nouveaux mécanismes ou de nouveaux organes de supervision pourraient-ils assurer une plus grande efficacité au droit international humanitaire ? » in *Améliorer le respect du droit international humanitaire*, Actes du colloque de Bruges, 11-12 sept. 2003, *Collegium* (Bruges), 2004, n° 30, pp. 47-56.

« Le droit international humanitaire devant les juridictions nationales », in *Les nouvelles frontières du droit international humanitaire*, actes du colloque du 12 avril 2002 organisé par l'Institut d'études de droit international de l'Université de Lausanne, dir. par J.-F. Flauss, Bruxelles, Bruylant et Nemesis, 2003, pp. 135-175.

« Règles de compétence en droit interne belge et régime de complémentarité, y compris les règles d'immunité après l'adoption de la loi du 29 mars 2004 », in *La Belgique et la Cour pénale internationale : complémentarité et coopération*, actes du colloque du 17 mai 2004, Bruxelles, SPF Justice et Bruylant, 2005, pp. 75-97.

Conclusions générales du colloque *Les compagnies privées de sécurité dans les situations de troubles ou de conflits armés* (Bruxelles, 12-13 octobre 2006), Bruxelles, Defence Printing House, 2008, pp. 196-206.

« Opposabilité du droit international humanitaire coutumier aux acteurs non étatiques » *in Droit international humanitaire coutumier : enjeux et défis contemporains*, dir. par P. Tavernier et J.-M. Henckaerts, actes du colloque organisé par le CICR et le CREDHO, Paris, 12 mars 2007, Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 81-88.

« L'objecteur persistant, une règle persistante ? », *in Droit international humanitaire coutumier : enjeux et défis contemporains*, dir. par P. Tavernier et J.-M. Henckaerts, actes du colloque organisé par le CICR et le CREDHO, Paris, 12 mars 2007, Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 89-98.

“Definition, Elements and Entry into Force of the Crime of Aggression” *in From Rome to Kampala : the First Two Amendments to the Rome Statute*, ed. By G. Dive, B. Goes, D. Vandermeersch, Brussels, Bruylant, 2012, pp. 13-20.

« Le concept de conflit armé : enjeux et ambiguïtés », *in Permanence et mutation du droit des conflits*, dir. par V. Chetail, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 55-71.

Report of the Verification Mission of Geneva Call on allegations that the Moro Islamic Liberation Front (MILF) used anti personnel landmines in the Philippines, *in Acts of the Experts' meeting on fact-finding mechanisms and International Humanitarian Law*, Brussels, 2 June 2015, pp. 25-31, texte reproduit sur : [https://cidh-ichr.be/sites/default/files/20161006\\_Brochure\\_speeches\\_experts\\_meeting\\_DEF.pdf](https://cidh-ichr.be/sites/default/files/20161006_Brochure_speeches_experts_meeting_DEF.pdf)

« Droit comparé des lois mémorielles », Exposé lors de la journée d'études organisée par la Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie, ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, 25 janvier 2016, sur [http://www.democratieoubarbarie.cfwb.be/index.php?eID=tx\\_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=2acbe14fb1974032342ec9c4a3d29a1adcbfba36&file=fileadmin/sites/dob/upload/dob\\_super\\_editor/dob\\_editor/Colloques/Genocides\\_face\\_au\\_negationnisme/Droit\\_compare\\_des\\_lois\\_memorielles\\_01.pdf](http://www.democratieoubarbarie.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=2acbe14fb1974032342ec9c4a3d29a1adcbfba36&file=fileadmin/sites/dob/upload/dob_super_editor/dob_editor/Colloques/Genocides_face_au_negationnisme/Droit_compare_des_lois_memorielles_01.pdf)

#### 5.1.8. *Rapports, comptes rendus, notes de lecture*

Plus de 200 comptes rendus d'ouvrages principalement dans la *RBDI*, depuis 1970.

#### 5.1.9 *Autres (préfaces,...)*

« En guise d'introduction », préface du vol. 1 du *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 1995-1997*, Bruxelles, Bruylant, 2000, pp. vii-xii

## 5.2. Activités scientifiques

### 5.2.1. Séjours d'étude ou de recherche à l'étranger

### 5.2.2. Participations actives à des congrès et colloques internationaux

"Droits de l'homme et droits des peuples dans le bassin des Caraïbes", document de travail présenté au colloque organisé par l'A.I.J.D. et le Centro de Estudios Economicos y Sociales del tercer Mundo sur "le bassin des Caraïbes : zone de paix", Mexico, 14-16 novembre 1983, multigr., 9 p.

*Rapport des travaux de la 2<sup>e</sup> Commission ("Le droit au développement")* au XII<sup>e</sup> Congrès de l'A.I.J.D., Athènes, 15-19 octobre 1984, éd. à Bruxelles, A.I.J.D., 1985, pp. 93-106.

« La Cour pénale internationale et les droits de l'homme », in *Actes du Séminaire sous-régional de sensibilisation et d'information sur la Cour pénale internationale*, Yaoundé, 13-15 février 2001, 6 p.

« La réglementation du principe de compétence universelle en droit belge », in *Actes du 1<sup>er</sup> Congrès international sur les droits de l'homme et le principe de justice universelle*, organisé par l'« Association argentine des droits de l'homme – Madrid », Madrid, 1-3 mars 2001, 6 p.

« La loi belge de 1993/1999 : conforme ou contraire au droit international ? », in *Studiedag 23 maart 2001, Bestraffing van internationaal rechtelijke misdaden*, Instituut voor internationaal recht, KUL, 4 p.

Interventions à de nombreux colloques en Belgique, en France, aux Etats-Unis, en R.F.A., en Pologne, aux Pays-Bas, en Irak, en Inde, en Algérie, au Mexique, en Grèce, au Canada, en Guyana, en Suisse, au Cameroun, en Jordanie<sup>1</sup>.

### 5.2.3. Invitations comme conférencier, hors congrès et colloques

Voy. *infra ad* 5.5

### 5.2.4. Appartenance à des sociétés savantes

- Membre de la Société belge de droit international

### 5.2.5. Mandats exercés auprès de revues

Collaboration annuelle au *Code de Législation Belge Usuelle*, rédaction de la partie relative au droit international public, Bruxelles, Ed. Story Scientia, puis Kluwer-Belgique, depuis 1986.

Secrétaire-adjoint à la *Revue belge de droit international* de 1974 à 1991 : lecture d'articles, comptes rendus d'ouvrages, corrections d'épreuves, correspondance, etc.

Collaboration annuelle aux *Codes professionnels annotés*, rédaction de la partie relative au

---

<sup>1</sup> Possibilité de fournir une liste détaillée sur demande.

droit international public, Bruxelles, Kluwer éd. jurid. Belgique, de 1997 à 2004, année de disparition de la publication ; textes transférés et mis à jour sur le site web du Centre de droit international depuis 2004, <http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/>.

Membre du Comité de rédaction du *Yearbook of International Humanitarian Law* (The Hague, Asser Institute) depuis 2004.

#### 5.2.6. *Missions d'expert ou de consultant*

*Les dispositions du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève de 1949 sont-elles propices à l'établissement des faits ?* Séminaire de droit pénal militaire et de droit de la guerre, session 1980-1981, multigr., 12 p.

*Observations sur l'état de nécessité*, Séminaire de droit pénal militaire et de droit de la guerre, 1981, multigr., 4 p.

*La ratification par la Belgique de la Convention européenne pour la répression du terrorisme et de l'Accord concernant son application entre les États membres des Communautés européennes*, 5 p., dactyl., janvier 1982, note pour le Groupe socialiste de la Chambre.

*Une possibilité de solution dans la crise des Falkland ou Malouines : le règlement juridictionnel*, mai 1982, 8 p. dactyl., note pour le Groupe socialiste de la Chambre.

*Amnesty International et les violations des droits de l'homme commises par des entités non gouvernementales*, Rapport pour la 15<sup>e</sup> réunion du Conseil international d'Amnesty International, Rimini, 9-12 septembre 1982, 9 p. dactyl.

*L'invasion israélienne du Liban au regard du droit international*, Communiqué de l'A.I.J.D., Bruxelles, 1982, multigr., 5 p.

Rédaction d'une proposition de loi pour Amnesty International Belgique sur *l'exportation et le transit d'équipements militaires vers les pays qui violent les droits de l'homme*, août 1982, 18 p. dactyl., présenté à la Chambre par les députés Burgeon et consorts, *D.P.* 615 (1982-1983) - n° 1, 30 mars 1983, 13 p.

*Réflexions sur l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires*, mémorandum préparé à la demande de l'A.I.J.D. pour la session d'avril 1985 du Comité spécial des Nations Unies pour l'élaboration d'une convention contre le mercenariat, Bruxelles, A.I.J.D. (multigr.), 1985, 19 p.

*L'avant-projet de Code pénal et le droit international*, 10 p., étude pour un groupe de travail de la Faculté de droit sur l'avant-projet de Code pénal, décembre-janvier 1987.

"Le nouvel ordre juridique international" in *Actes* de la séance académique organisée par le bureau Baha'i belge d'informations, 27 avril 1992, 7 p. (multigr.)

*Le problème des critères de participation individuelle au référendum que les N.U. doivent organiser au Sahara occidental et la pratique des N.U.*, étude réalisée pour la Coordination des comités européens de soutien au peuple sahraoui, mai 1992, 21 p. (multigr.)

Rédaction d'amendements proposés par M. Lallemand et consorts au Projet de loi relatif à la

répression des infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et au Protocole additionnel I du 8 juin 1977 additionnel à ces Conventions, *D. P.*, Sénat, 481-4 (S.E. 1991-1992), 6 p.

*L'indivisibilité des droits de la personne*, texte de la communication présentée au colloque "Les droits de l'homme et les institutions de Bretton Woods", organisé par le GRESEA, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 10 déc. 1994, 6 p. (multigr.)

La répression en droit belge des crimes contre l'humanité, du génocide et des violations du droit humanitaire dans le cas d'un conflit armé non international, Réponses du groupe belge au questionnaire de la Société internationale de droit militaire et de droit de la guerre, multigr., 1996, pp. 2-6.

"Les responsabilités éventuelles de l'ONU au regard du droit international", in *Rapport de la Commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda*, *Doc. parl.*, Sénat, Session 1997-1998, 1-611/13, Annexe 6, pp. 6-24.

Avis sur la proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1991 sur les ventes d'armes et complétant le titre préliminaire du code de procédure pénale, *Doc. parl.*, Chambre, SO 2000-2001, doc 50 0431/009, 29 mai 2001, pp. 13-43.

Membre du Comité directeur et des conférences d'experts universitaires et gouvernementaux ayant préparé l'étude du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, 1998-1999.

Membre des commissions d'experts invités par le CICR (2003-2008) à participer à la préparation de l'*Interpretive Guidance on the Notion of Direct Participation in Hostilities* (Melzer, N., Geneva, ICRC, 2009, 85 p.).

Voy. aussi *infra sub VII*.

5.2.7. *Autres (collaborations nationales et internationales, dépôt de brevets, etc.)*

5.3. *Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique*

Prix Henri Rolin 1977 pour la thèse *Mercenaires et volontaires internationaux en droit des gens*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1978, 459 p.

Prix de la paix 1994 décerné par la Fondation Auschwitz et le Centre de la Paix de la Ville d'Anvers, et Prix Paul Reuter 1994 décerné par le Comité international de la Croix-Rouge pour l'ouvrage *Principes de droit des conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, 1994, 792 p.

Titulaire de deux chaires Francqui à titre belge pour des enseignements cités *supra* (*sub IV*, 4.1, B) aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, 7 février – 19 mars 2002, et à la Faculteit Rechtsgeleerdheid de la Katholieke Universiteit Leuven, 22 avril – 23 mai 2003

5.4. *Activités de coopération au développement*

Président de la section belge d'Oxfam solidarité (section belge d'Oxfam International), 2010-2014

Membre du Conseil d'administration d'Oxfam solidarité (2010-2018)

Enseignements du droit international public au Rwanda, du droit international humanitaire

ERIC DAVID

et du droit pénal international au Bénin (Chaire UNESCO), au Burundi (Chaire UNESCO)  
et au Vietnam (*supra ad IV*, 4.1, B)



5.5. *Activités de vulgarisation : conférences, participations à des émissions radiotélévisées, rédaction d'articles (dans des revues non scientifiques), encadrement de groupes, etc.*

#### Conférences

- Nombreuses conférences en Belgique, en France, en Autriche, en Suisse, au Canada, en Russie, au Bénin, en Italie, en Espagne, au R.-U., aux E.-U., au Burundi, au Japon, au Togo, au Vietnam, au Liban, au Luxembourg etc.<sup>2</sup>

#### Interviews

- Participation à une série d'émissions télévisées à caractère pédagogique pour la formation à distance de niveau 3e cycle, organisées par l'AUPELF-UREF dans le cadre du projet "Droits fondamentaux" UNISAT (université par satellite); "pilote" de l'émission consacrée aux droits de la personne dans les situations d'exception, Chamarande (France), 10 septembre 1995.
- Nombreuses interviews à la radio et à la télévision (R.T.B.F., R.T.L.-TVi, Télé Bruxelles (BX1), Radio Canada, Radio France internationale, Radio Méditerranée, Télévision espagnole, Middle East Broadcast. Corp., CNN, BBC, NHK, la télévision du Togo, France 24, la radio macédonienne, etc.)<sup>3</sup>

#### Tournages

- Participation au tournage d'un clip sur la peine de mort pour Amnesty International Belgique francophone et commentaire de la statue *Le Bourgeois de Calais* de A. Rodin, Bruxelles, Musée d'art ancien, 19 nov. 2018.

#### Articles

"Le terrorisme international et la prise d'otages aux Nations Unies", *Journal des Juristes démocrates*, n° 19, juin- novembre 1978, pp. 19-20.

"Le détournement du Boeing 737 égyptien par la chasse américaine (10-11 octobre 1985)", *J.J.D.*, novembre 1985, 2 p. (encarté).

"L'appel des juristes contre la guerre nucléaire", *J.P.*, 22.I.1988, n° 121, pp. 17-20; *A.M.G.P.N. Nouvelles. Newsletter 21*, 1<sup>er</sup> trimestre 1988, pp. 15-17.

"Droit ou devoir d'ingérence humanitaire ?", *J.J.D.*, juin-août 1991, n° 80, pp. 1-3.

"Waarom een internationaal verbod vragen op anti-persoons-mijnen ?", *in Zoek Licht* (Rode Kruis Vlaanderen), 1994, n° 9, pp. 22-24.

"Le Tribunal pénal international des N. U. pour le Rwanda", *Dialogue* (Kigali-Bruxelles), n° 186, oct.-nov. 1995, pp. 39-48.

« L'avenir de la Cour pénale internationale », *La Revue nouvelle*, mars 2000, pp. 50-59.

« L'affaire *Pinochet* : une affaire politique ? », *Politique* (Bruxelles), octobre 2000, pp. 90-

---

<sup>2</sup> Possibilité de fournir une liste détaillée si nécessaire.

<sup>3</sup> *Idem.*

91.

« La loi belge de 1993/1999 : une règle à valeur de symbole », in *Politique*, n° 23, février 2002, pp. 12-17.

A propos de la responsabilité pénale des entreprises, in *Guide de l'entreprise responsable*, Bruxelles, Labor, 2003, pp. 104-105.

« La bouteille à moitié pleine », interview à propos du conflit irakien in *Morale Laïque* (Bruxelles), n° 139, 2<sup>e</sup> trimestre 2003, pp. 20-21.

« Un tribunal pour réparer ? », interview sur le TPIR in *Agenda interculturel* (Bruxelles), n° 222, avril 2004, pp. 11-15.

« La légitimité de la cause palestinienne en droit international », in *Palestine* (Bulletin de l'Association belgo-palestinienne – Wallonie/Bruxelles), n° spécial, n° 36, mars 2008, pp. 41-43.

« La responsabilité de la communauté internationale pour son abstention à empêcher le génocide tutsi au Rwanda », in « *N'épargnez pas les enfants* », dir. par R. Bouhlal et P. Kalisa, Bruxelles, éd. Aden, 2009, pp. 105- 115.

« Le terrorisme au regard du droit international », in *Politique*, n° 59, avril 2009, pp. 24-25.

« Israël et le droit international », in COLLON, M., *Israël, parlons-en !*, Bruxelles, Investig'Action – Couleur livres, 2010, pp. 205-216.

« La Cour pénale internationale : une nouvelle juridiction confrontée à son premier procès au fond », contribution à *Justice en ligne*, 22 février 2009, sur [www.justice-en-ligne.be/spip.php?article51](http://www.justice-en-ligne.be/spip.php?article51)

« L'aff. de l'E.T.O. », Bruxelles, 8 déc. 2010, contribution à *Justice en ligne*, 6 janvier 2011, sur [www.justice-en-ligne.be/spip.php?article235](http://www.justice-en-ligne.be/spip.php?article235); app. Bruxelles, 8 juin 2018, *idem*, 10 novembre 2018, sur <http://www.justice-en-ligne.be/article1111.html>

### Encadrement de groupes

Supervision, *coaching* et co-direction d'équipes d'étudiants du MAC en droit international de la Faculté de droit de l'ULB pour les concours de plaidoiries et de procès simulé en droit international : *Jessup Moot Court Competition*, 1982-1986, concours de procès simulé en droit international Charles Rousseau, 1985-1995, concours de droit international humanitaire Jean Pictet, 1989-1996, concours René Cassin de procès simulé sur les droits de l'homme, 1992-1994.

## **VI. Responsabilités logistiques :**

### *6.1. Dans le cadre de l'enseignement et de la recherche*

- Au Centre de droit international (l'Institut de Sociologie de 1968 à 1999 : classement juridique et politique de la documentation relative au droit international et aux relations internationales;

#### 6.1.1. Responsabilité (direction ou autres) de centres, de groupes de recherche, de sociétés scientifique / Responsabilités dans l'obtention de contrats

- Président du Comité d'organisation du Concours de procès simulé en droit international Charles Rousseau de 1994 à 1996.
- Président de la Commission consultative de droit international humanitaire de la Croix-Rouge de Belgique (section francophone), 1996-2012.
- Directeur du Centre de droit international du 1<sup>er</sup> octobre 1996 au 30 novembre 2000.
- Président du Centre de droit international depuis 2003.

#### 6.1.2. Organisation de programmes (ERASMUS, SOCRATES, TEMPUS, LINGUA, CIME, etc)

- Participation à un programme Tempus UE (ULB, KUL, Paris-XI) – Université de Kazan (Russie), 2004

#### 6.1.3. Organisation de congrès et colloques nationaux ou internationaux :

. préparation de colloques et toilette des actes :

- "Droit humanitaire et conflits armés", Bruxelles, 28-30 janvier 1970, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1976, 302 p. ) .
- "Réflexions sur la définition et la répression du terrorisme", 19-20 mars 1973, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1974, 292 p.).
- "Les Etats fédéraux dans les relations internationales", 26-27 février 1982, Ed. Bruylant, 1984, 594 p.

#### 6.1.4. Autres

### *6.2. Participation à l'administration de l'ULB*

#### 6.2.1. Charges et mandats assurés dans les différentes instances de participation de l'ULB

- A la Faculté de droit :

- . Secrétaire-adjoint de 1983 à 1986.
- . Représentant du corps professoral au Bureau de la Faculté de Droit, 1986-2009.
- . Membre de commissions facultaires diverses
- . Membre de jurys de mémoires et de thèses de doctorat
- . Membre et président de commissions électorales
- . Membre de la Commission des recours en 3<sup>e</sup> inscription (2000-2002) et des recours du personnel de l'ULB depuis 2000.

## VII. Autres informations utiles

### *PRATIQUE DU DROIT INTERNATIONAL*

- Consultations écrites pour des organisations internationales (ONU) (effet juridique du décret n° 1 sur la Namibie, responsabilité du déclenchement de la guerre Irak/Iran), des Etats étrangers (Mauritanie, Guinée-Bissau, Rwanda, Soudan, Qatar, République arabe sahraouie démocratique) (cause commune à la Cour internationale de justice, succession d'Etats et frontière, mise en œuvre d'une procédure relative à la MINUAR, saisine de la CIJ, remboursement de dettes « odieuses », saisie d'un avion commercial dans un Etat étranger, protection des ressources maritimes), des ministères belges, fédéraux et fédérés (trafic de stupéfiants, droit des traités, exportation d'armes), la Chambre des députés (lois pénales à caractère extraterritorial), un organisme de droit public belge (Institut belge des Postes et des Télécommunications) (effet direct d'un traité et portée juridique des actes d'une organisation internationale), l'Organisation des Moudjahiddines du Peuple iranien (existence d'un conflit armé en Iran et terrorisme), des organisations non gouvernementales (Association internationale des Juristes démocrates, Oxfam, Amnesty International, Fédération internationale des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Croix-Rouge de Belgique, Redress-Seeking Reparation for Torture Survivors [London]), le Comité international de la Croix-Rouge, Human Rights Watch et des avocats belges et étrangers sur divers problèmes de droit international public et pénal (mercenariat, immunité de juridiction, arbitrage international, procédure consultative, personnalité juridique internationale, droit international humanitaire, droits de la personne, droit au silence d'employés du CICR et de la Croix-Rouge de Belgique devant les TPI, applicabilité par le juge sénégalais du crime contre l'humanité dans l'aff. *Hissène Habré*, obligation d'assistance humanitaire, spoliation des biens juifs en 40-45, *ne bis in idem*, menaces de guerre contre l'Irak, force majeure, continuité de l'Etat, représentation de l'Etat irakien, action judiciaire contre l'ONU, etc.), des parlementaires (propositions de lois)
- Conseil de l'Etat de Qatar devant la Cour internationale de Justice dans l'aff. du *différend insulaire et frontalier* (Qatar/Bahreïn) (1988-2001) (traitement de nombreuses questions de contentieux territorial, et plus particulièrement, la revendication de Bahreïn sur une partie du territoire de Qatar – la question de Zubarah)
- Greffier du Tribunal arbitral LAFICO/Burundi, juin 1990-mars 1991.
- Conseil de la Libye devant la Cour internationale de Justice dans l'aff. des *questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal* (Libye c/ E.-U. et R.-U.) (1992 - 2003) (traitement de toutes les questions relatives à la Convention de Montréal sur les attentats contre l'aviation civile).

- Conseil des Iles Salomon devant la Cour internationale de Justice dans les demandes d'avis consultatif de l'O.M.S. et de l'A. G. des N. U. sur la *légalité de l'emploi des armes nucléaires*, (1994-1995) (traitement de la légalité de l'emploi éventuel d'armes nucléaires au regard du droit international humanitaire).
- Membre du Tribunal arbitral Centre de développement industriel/Mbayi (1996 - 1998)
- Expert de la Commission d'enquête du Sénat de Belgique concernant les événements de Rwanda (1997) (rédaction d'un rapport sur la responsabilité de certains acteurs – ONU, Belgique - dans la tragédie rwandaise, en avril-juillet 1994)
- Témoin-expert de la Couronne (gouvernement canadien, département de l'immigration) dans l'aff. *Mugesera*, Montréal, juin-septembre 1997 (catégories d'ONG, droit à la paix, notion d'agression, etc)
- Représentant de la Belgique devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda en qualité d'*amicus curiae* dans les aff. *Bagosora, Ntuyahaga, Semanza* (septembre 1997 - 2007) (rédaction d'exposés sur diverses questions de compétences *ratione materiae* du TPIR)
- Expert de la Commission d'enquête Lumumba, Chambre (Parlement belge, 2000 - 2002) (rédaction de rapports sur les aspects juridiques d'une éventuelle responsabilité de la Belgique dans l'assassinat de P. Lumumba)
- Conseil de la Belgique devant la CIJ dans l'aff. du *mandat d'arrêt du 11 avril 2000*, Rép. dém. du Congo c/ Belgique (2000 - 2002) (traitement des questions de compétence universelle et d'immunités de ministres étrangers en exercice)
- Membre, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la Commission internationale d'établissement des faits prévue par l'art. 90 du 1<sup>er</sup> Protocole du 8 juin 1977 additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sur la protection des victimes de la guerre.
- Conseil de la Belgique devant la CIJ dans l'aff. des *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader*, Belgique c/ Sénégal (2009 - ...)
- Membre de la *Verification Mission of Geneva Call on allegations that the MILF used anti personal mines in the Philippines*, Philippines, 16-26 nov. 2009 (rapport consultable sur [genevacall.org/resources/other-documents-studies/f-other-documents-studies/2001-2010/PR-2010-WEB-vers.pdf](http://genevacall.org/resources/other-documents-studies/f-other-documents-studies/2001-2010/PR-2010-WEB-vers.pdf)).
- Expert près le Tribunal Russell sur la Palestine, Barcelone, 1-3 mars et 20-22 novembre 2010 ; ; 2<sup>e</sup> session, « La responsabilité des entreprises privées », Londres, 20-22 nov. 2010 ; 3<sup>e</sup> session, Capetown, « Are Israel practices against the Palestinian People in breach of the prohibition on apartheid under International Law? », 5-7 nov. 2011 ; 4<sup>e</sup> session, New York, « La responsabilité des E.-U. et des NU dans les violations du droit international commises par Israël en Palestine », 5-8 oct. 2012 ; 5<sup>e</sup> session, Bruxelles, « Conclusions finales », 16-17 mars 2013.
- Member of the Truth Commission on Iran (1<sup>st</sup> stage of the Iran Tribunal), Londres, Amnesty International, 18-22 juin 2012.
- Participation comme membre du jury d'un tribunal de conscience organisé par la Kuala Lumpur Foundation to Criminalise War dans les aff. CHG – 2013, 3 (A. Yaron) et 4 (Israël), Kuala Lumpur, 20-24 août 2013

- Rédaction d'un avis de droit sur la légalité de l'autorisation par la Région wallonne d'une vente d'armes de la FN à l'Arabie saoudite (mars 2016)
- Participation à une mission de juristes français et espagnols au Maroc aux fins d'obtenir une révision du procès des Sahraouis condamnés en 2013 dans l'aff. du camp de fortune de Gdeim Izik ; la mission a été expulsée du Maroc pour avoir voulu « fabriquer le chaos et déstabiliser la sécurité intérieure du Maroc » (6-7 avril 2016)
- Rédaction d'un avis de droit sur la légalité d'une vente de blindés du Canada à l'Arabie saoudite (affidavit rédigé pour un cabinet d'avocats canadiens, avril 2016)
- Membre de l'équipe des conseils du Front Polisario devant la CJUE en l'aff. C-104/16 P, Conseil UE c/ Front Polisario – Accord agricole UE/Maroc, Luxembourg, 19 juillet 2016
- Exposé pour un groupe de députés du parlement de la Région bruxelloise sur les aspects juridiques du conflit du Nagorno Karabakh, Bruxelles, 12 mai 2017.
- Exposé au parquet fédéral sur la notion de conflit armé et ses conséquences pour l'application de l'art. 141*bis* du c.p., 15 nov. 2017.
- Intervention comme « témoin » devant le Tribunal permanent des peuples (tribunal d'opinion) sur la Turquie et le PKK quant à la question de savoir s'il existe un conflit armé entre la Turquie et le PKK, Paris, Bourse du travail, 15 mars 2018.

### ***MISSIONS ET FONCTIONS EXTÉRIEURES***

- *Rapport d'enquête pour la Ligue belge des droits de l'homme sur la grève aux usines Citroën (Forest)*, 6-12 novembre 1970, février 1971.
- Mission d'enquête pour l'A.I.J.D. au Golan et dans les territoires occupés par Israël du 22 au 28 mai 1982, avec Rudolf Schaller, avocat à Genève et Christian De Brie, maître assistant aux Universités de Reims et Nanterre, *Rapport de mission dans les territoires occupés par Israël*, en collaboration avec C. de Brie et R. Schaller, Bruxelles, A.I.J.D. (multigr.), 1982, 41 p.
- Membre de la délégation d'Amnesty International aux travaux de la Sous-Commission des droits de l'homme des N. U., Genève, août 1989.
- Membre de la mission d'observation de la Commission internationale des juristes chargée par la CEE de vérifier la régularité du référendum constitutionnel à Madagascar, 12-22 août 1992.
- Membre d'une mission d'enquête mandatée par Amnesty International pour évaluer la situation des réfugiés au Rwanda, au Burundi et au Zaïre, 22-30 septembre 1995.
- Invité par le Haut Commissariat aux droits de l'homme des N. U. à participer à la seconde Réunion d'Experts sur le Mercenariat, Genève, N.U., 13-17 mai 2002.
- Membre de groupes de travail interministériels sur la réforme de la loi belge du 15 juin 1993/10 février 1999 relative aux violations graves du droit international humanitaire, 2001-2002.
- Membre de la Commission interdépartementale (interministérielle) de droit international

humanitaire depuis 2002.

- Membre du Conseil de la transmission de la mémoire de la Communauté française de Belgique, depuis 2009.

### **VIII. Brève présentation du (ou des) thème(s) de recherche actuelle**

Mise à jour permanente des ouvrages et syllabus des cours mentionnés

Mise à jour permanente des *Textes de droit international annotés* sur le site web du Centre de Droit international :

[www.ulb.ac.be/droit/cdi/Site/Textes\\_de\\_droit\\_international\\_annotes\\_introduction](http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/Site/Textes_de_droit_international_annotes_introduction)